bulletin nyéléni

numéro 51
mars 2023

www.nyeleni.org
info@nyeleni.org

Illustration: Carlos Julio Sánchez pour LVC.

éditorial

des solutions de la base à la crise alimentaire mondiale

En 2008 de nombreux experts, des paysans aux dirigeants politiques, ont alerté sur la combinaison de crises menaçant le système alimentaire industriel. Nos mouvements tiraient déjà la sonnette d'alarme sur le contrôle croissant des entreprises, la commercialisation de l'alimentation, l'accaparement des ressources, les injustices économiques et la destruction des terres des petits producteurs alimentaires par l'agriculture industrielle à grande échelle, très dépendante des énergies fossiles et autres matériaux d'origine minière. Quinze ans plus tard, nous constatons la récurrence des crises dans le système alimentaire capitaliste. L'intensification des impacts environnementaux, les guerres et conflits autour des ressources, la hausse de la dette ainsi que les injustices et inégalités structurelles exacerbent l'effet de ces crises sur nos populations.

La souveraineté alimentaire reste la réponse à la crise alimentaire. Plus que jamais, nos communautés et États doivent se tourner vers une production alimentaire agroécologique. Dans cette édition, nous détaillerons les connaissances dont nous disposons et les propositions politiques pour parvenir à des solutions. Mais nous devons gagner en puissance pour empêcher les entreprises en quête de minerais et de bénéfices de prendre le contrôle sur notre système alimentaire. La crise alimentaire est l'une des facettes des causes plus profondes des crises simultanées : la destruction de l'environnement, le retour en force du patriarcat et la criminalisation croissante des militants pour les droits dénonçant le capital, qui gangrène tous les aspects de notre vie, de l'alimentation aux engagements sociaux en passant par nos interactions avec la nature.

De nombreux mouvements ont uni leurs forces pour dénoncer les causes de ces crises multiples et interconnectées, et exigent notamment la justice climatique, la fin des énergies fossiles où la responsabilité incombe avant tout aux États développés et pollueurs historiques puis aux consommateurs privilégiés dans le monde entier, l'annulation des dettes illégitimes et déclarer illégaux les investissements commerciaux et régimes fiscaux injustes. Les mouvements féministes nous montrent la voie d'économies reposant sur la vie et les soins, la justice transversale et la construction d'un pouvoir politique. Les mouvements contre le racisme, la colonisation et pour la paix, et tous les pourfendeurs de l'oppression nous proposent des modèles de communautés. Ils nous ramènent à des pratiques d'antan de solidarité entre agriculteurs, femmes, populations indigènes, éleveurs, pêcheurs et travailleurs, et la nécessité d'être solidaires envers les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile.

Prenant acte du besoin de construire et renforcer nos mouvements à tous les niveaux en partant des plus bas, et à bâtir la cohésion entre les régions et populations victimes d'injustices, nous créons le processus Nyéléni 2021-2025 pour offrir un espace où se réunir. **Nous invitons tous les mouvements à nous rejoindre[1]. Pour la souveraineté alimentaire sans attendre !**

AFSA, Focus on the Global South et Les Amis de la Terre International

1 - https://www.foodsovereignty.org/fr/processus-regionaux/

Aidez nous à construire le mouvement pour la Souveraineté Alimentaire à partir des mouvements de base.

abonnez-vous !

www.nyeleni.org

Chaque contribution compte. Soutenez le bulletin Nyéléni

faire un don :

https://nyeleni.org/fr/rejoignez-nous/

qui sommes -nous?

Au cours des dernières années, des centaines d'organisations et de mouvements se sont engagés dans des luttes et différents types d'initiatives pour défendre et promouvoir le droit des peuples à la Souveraineté Alimentaire dans le monde. Beaucoup de ces organisations étaient présentes au Forum International Nyéléni 2007, au Maili, et se sentent membres d'un **mouvement pour la Souveraineté Alimentaire** plus large, qui considère la déclaration Nyéléni 2007 comme leur plateforme politique. **Le bulletin Nyéléni est la voix de ce mouvement international.**

Organisations impliquées:

AFSA, CIP pour la Souveraineté Alimentaire, ETC Group, FIAN, Focus on the Global South, Forum mondial des populations de pêcheurs, GRAIN, Grassroots International, La Marche mondiale des femmes, Le Forum mondial des travailleurs de la pèche, Les Amis de la Terre international, Radio Mundo Real, Transnational Institute, Via Campesina, VSF-Justicia Alimentaria Global, WAMIP, WhyHunger.

souveraineté alimentaire maintenant !

sous les feux de la rampe 1

Enfermés par les marchés

Le monde est confronté à la troisième crise alimentaire mondiale en 50 ans, qui aggravera considérablement l'insécurité alimentaire et économique pour des centaines de millions de personnes dans le monde. Le rapport récent sur L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (SOFI dans son acronyme anglais) déplore l'échec des efforts mondiaux pour mettre fin à la famine, malnutrition et insécurité alimentaire, en hausse depuis 2014.

Les dirigeants politiques imputent ce triste constat au ralentissement économique dû à la pandémie de Covid-19, l'accélération du changement climatique, et l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Il ne fait aucun doute que la pandémie a engendré une hausse préoccupante de la faim, l'insécurité alimentaire, la perte d'emplois et de revenus, la pauvreté et des inégalités. Toutefois le rapport SOFI démontre que les niveaux de famine dans le monde étaient déjà hauts avant l'arrivée de la pandémie en 2020. La guerre entre la Russie et l'Ukraine a bouleversé les exportations de céréales et les chaînes d'approvisionnement dans la région de la mer Noire, entraînant une forte augmentation des prix des céréales, de l'énergie, des engrais et d'autres produits. Hélas les dirigeants politiques ne semblent pas reconnaître le rôle des marchés des biens de consommation, des géants de l'agrobusiness et des investisseurs financiers dans cette situation de prix volatils de l'alimentation et d'économies vulnérables face aux crises alimentaires récurrentes.

Derrière ces crises fréquentes se trouvent les structures des marchés, les réglementations et des arrangements commerciaux et financiers qui soutiennent un système alimentaire mondial industriel dominé par les grandes entreprises. Ils permettent une concentration verticale et horizontale du marché ainsi que la spéculation financière sur les marchandises. Au cours des dernières décennies, les entreprises financières ont investi dans la production, la transformation, la vente des marchandises, l'agrochimie, les technologies numériques, la logistique (le transport et le stockage) et les accords fonciers à grande échelle. De plus en plus, nous les retrouvons derrière l'accaparement des terres, de l'eau et des ressources, et la spoliation dans les campagnes.

Selon Michael Fakhri, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation : « les prix de l'alimentation grimpent en flèche non pas à cause d'un problème d'offre et de demande, mais en raison de la spéculation sur les prix des marchandises sur de futurs marchés. »

Chaque État a répondu différemment à la crise selon les réserves alimentaires, les capacités de production, les niveaux de dette et le pouvoir d'achat. Les pays à faibles revenus importateurs de leur alimentation sont confrontés à de nombreux défis : endettement élevé, perte de valeur des devises, financement et infrastructure insuffisants pour renforcer la disponibilité d'aliments produits localement. En raison de la guerre, de plus en plus de pays ont réduit leurs exportations pour répondre à leurs besoins nationaux. Si ces mesures sont compréhensibles, elles ont participé à la hausse des prix des marchandises agricoles.

Les réponses multilatérales à la crise se sont concentrées sur le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement mondiales pour les marchandises agricoles et intrants (notamment les engrais) en levant les interdictions et restrictions sur les exportations et en soutenant d'avantage la libéralisation du commerce et des investissements. Aucune mesure n'a été proposée pour mettre un terme à la spéculation sur les aliments, réglementer les marchés alimentaires et reprendre les marchés alimentaires des mains des grandes entreprises.

Pour en savoir plus :

- FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2021. L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021.Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable. https://www.fao.org/3/cb4474fr/online/cb4474fr.html
- FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2022. L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022. Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre l'alimentation saine plus abordable. https://www.fao.org/documents/card/fr/c/cc0640fr
- Réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies en formule Arria sur les conflits et la faim Michael Fakhri, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, 2022, en anglais, https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-05/UNSC-Aria-Hunger-Conflict.pdf
- La crise alimentaire mondiale, cette époque, Focus on the Global South, en anglais : https://focusweb.org/globalfoodcrisis2022/
- La chaîne de valeur mondiale est-elle en train de rompre ? Focus on the Global South, en anglais : https://focusweb.org/is-the-global-value-chain-breaking-up-the-perfect-storm-and-the-crisis-of-capitalist-agriculture/
- Le multilatéralisme partisan des grandes entreprises et l'insécurité alimentaire, Focus on the global South, en anglais : https://focusweb.org/pro-corporate-multilateralism-and-food-insecurity/

Cinq solutions réelles à la crise alimentaire en Afrique

Lorsque les premiers Européens ont foulé le sol africain, ils ont fait germer la crise alimentaire. Des dizaines de millions d'Africains ont été emmenées dans les Caraïbes pour transformer des biens de consommation, surtout du sucre. Avant l'arrivée des Européens, l'Afrique disposait d'un système socio-économique et alimentaire prospère et bien géré. Avec la colonisation, la priorité est devenue l'extraction de matières premières en Afrique pour alimenter l'industrialisation de l'Europe. L'Afrique s'est vue réduite à produire quelques marchandises destinées à l'exportation, empêchant ainsi la diversification des systèmes agricoles, vectrice du développement local et des marchés régionaux. Depuis l'indépendance des États, les mécanismes internes et pour l'organisation autonome et la croissance ont été entravés par la dette résultant d'investissements centrés sur les donateurs, les programmes d'ajustements structurels du FMI et une dépendance croissante aux ressources extérieures, notamment pour l'alimentation.

Le Covid-19 et la guerre entre la Russie et l'Ukraine ont exacerbé la crise alimentaire en Afrique. Les prix de l'alimentation, des intrants agricoles et de l'énergie ont grimpé en flèche. Comment l'Afrique sortira-t-elle de l'ornière ? Comment l'Afrique réussira-t-elle à produire assez d'aliments nutritifs et sains tout en assurant sa culture alimentaire et la justice du système alimentaire sans conséquences néfastes sur l'environnement ?

Au-delà des discours

Il nous faut mettre un terme aux discours de révolution verte, où le système alimentaire africain n'est vu que sous le prisme de la productivité. Selon cette théorie, la solution se trouverait dans une augmentation de la production d'aliments riches en calories, surtout trois céréales (le maïs, le riz et le blé) grâce à un recours accru aux produits agrochimiques toxiques et aux semences hybrides ou OGM. De vastes terrains reviendraient ainsi à l'agrobusiness. Loin d'améliorer la productivité, cette méthode nuirait à la sécurité alimentaire, à l'environnement, aggraverait les carences alimentaires et menacerait les cultures alimentaires et droits humains. Ça suffit !

Sur la voie de l'agroécologie

Plusieurs rapports de recherche et des déplacements en personne dans des fermes gérées en harmonie avec la nature, en associant les connaissances locales et des technologies de pointe, ont prouvé qu'il était possible de produire plus d'aliments nutritifs sans pour autant nuire à l'environnement. L'agroécologie répond aux nombreuses crises auxquelles l'humain et la planète sont confrontés. Pour éviter la catastrophe, l'Afrique doit se tourner vers l'agroécologie.

Allègement de la dette

Le poids de la dette accentue la faim et entrave considérablement les investissements agricoles en Afrique. Seuls quelques pays ont alloué 10 % de leur PIB à l'agriculture. Trente-trois pays africains sont parmi les pays les moins développés et la majorité est fortement endettée. Les gouvernements africains sombrent dans la dette en raison de la crise climatique et investissent les fonds issus de prêts conditionnels dans de fausses solutions d'adaptation. Les Nations Unies estiment que les pays pourraient débourser 168 milliards de dollars supplémentaires au cours des dix prochaines années pour de tels programmes d'adaptation. Nous devons militer pour un allègement de la dette et une restructuration.

Une politique alimentaire correcte

Nous appelons une politique alimentaire continentale et nationale ainsi que des systèmes de gouvernance qui mettent la priorité sur une alimentation saine et durable pour toute la population. Ils garantiront des politiques cohérentes et établiront des structures de gouvernance pour la mise en application. Une politique alimentaire correcte place les personnes avant les bénéfices, lutte contre le dumping alimentaire et encourage la culture et consommation d'aliments sains et locaux.

Soutenir les marchés territoriaux et les entrepreneurs agroécologiques

Le territoire africain est rempli de marchés territoriaux. Ces mêmes marchés font figure de centres économiques, culturels et politiques pour de nombreuses petites communautés. Aussi ces centres doivent être prévus pour promouvoir la gastronomie locale et résister aux difficultés. Ces marchés territoriaux ont été essentiels pour de nombreuses communautés rurales durant l'épidémie de Covid-19. De plus, nous devons soutenir les entrepreneurs agroécologiques émergents dans leur quête de solutions pour fournir des aliments sains aux consommateurs et créer des emplois pour des millions de jeunes en Afrique, la plupart du temps des femmes et jeunes filles.

L'héritage colonial et la mainmise des élites sur notre système alimentaire ne disparaîtront pas d'un claquement de doigts. Nous devons organiser et définir notre stratégie, et nous battre pour le changement. Il appartient au mouvement de proposer des solutions, se concentrer sur la transition agroécologique et être efficace. Pour répondre à la crise alimentaire, le mouvement doit valoriser la production et consommation d'aliments locaux.

Seule la souveraineté alimentaire, vectrice d'autosuffisance et de contrôle local, pourra nous aider à éviter la catastrophe alimentaire à venir.

encadré 1 Des solutions transformatives à la crise alimentaire systémique mondial

En 2022, une consultation sur le terrain à l'échelle mondiale sur les répercussions de la crise alimentaire, et les propositions qui en ont découlé ont illustré le quotidien des petits producteurs et communautés dans le monde, touchés par la crise alimentaire et architectes des réponses[1]. Le constat était sans appel :

La pauvreté, les prix excessifs fixés par les entreprises et les fournisseurs alimentaires attachés aux marchés signifiaient que même si les aliments étaient disponibles, ils restaient trop chers pour des millions de personnes Les conflits, les guerres et la violence d'état continuent, et la nourriture est utilisée comme arme géopolitique. Les pays et populations les moins émetteurs de gaz à effet de serre ont été les plus touchés par les conséquences du changement climatique. Les événements météorologiques extrêmes et les récoltes perdues ont engendré la perte de moyens de subsistance pour les populations indigènes et les petits producteurs alimentaires. Les inégalités entre les genres persistent, aussi les femmes et la communauté LGBTQI sont particulièrement vulnérables en cas de crises et de pénuries. Des inégalités multiples combinent souvent les discriminations de classe, privilège social, race/ethnie, caste, genre, profession, religion et âge. Le système alimentaire néolibéral en quête de profit pour les entreprises participe à beaucoup de ces problèmes et n'est pas à même de les résoudre.

À la place, les communautés de petits producteurs et des citoyens appartenant à plusieurs groupes marginalisés issus de la base, largement ignorés par l'État dans les réponses aux crises, se sont rassemblés pour trouver leurs propres solutions. En fonction de leurs propres pratiques, plusieurs requêtes ont été formulées. De manière générale, les réponses politiques doivent adopter une approche complète axée sur le respect des droits humains, en reconnaissant les plus touchés comme titulaires de droits et la responsabilité des gouvernements comme dépositaires de devoirs.

À court terme, les mouvements exigent que l'apport de l'aide alimentaire soutienne les systèmes alimentaires, cultures et initiatives au niveau local. Il ne saurait devenir un autre moyen pour les grandes entreprises pour distribuer des produits hautement transformés. Les petits producteurs doivent recevoir des intrants disponibles localement à l'instar de semences endémiques ou des engrais biologiques pour nourrir leurs communautés. La fiscalité sur les superprofits des entreprises et sur l'extrême richesse est indispensable pour financer les mesures sociales.

À moyen terme, les mouvements exigent des législations pour mettre un terme à la spéculation alimentaire et renforcer les pouvoirs des autorités de régulation du marché et des finances. Ils appellent à la fin de la dette illégitime et rappellent la nécessité de restructurer et annuler les dettes privées et publiques dans les pays en développement. Un moratoire sur l'utilisation et la transformation de marchandises agricoles à usage non-alimentaire, comme les agrocarburants, est indispensable.

À long terme, nous devons sortir de la dépendance aux importations alimentaires et soutenir l'approvisionnement alimentaire national, transformer les systèmes alimentaires grâce à l'agroécologie et parvenir à la souveraineté alimentaire. Cela requiert des systèmes de gouvernance qui garantissent les droits humains et le multilatéralisme démocratique. Dans les faits, il faut des mesures pour limiter le pouvoir des grandes entreprises. Le commerce et les investissements doivent être réaffectés pour bénéficier aux personnes et aux communautés, et non aux grandes entreprises. Les accords de libre-échange doivent cesser et les accords existants de l'OMC doivent être abrogés.

Les mesures positives qui nous mettront sur la voie pour atteindre ces objectifs à long terme ne manquent pas, par exemple : utiliser efficacement les commandes publiques et les réserves alimentaires, construire les marchés territoriaux, un retour aux semences et espèces indigènes, une réforme agraire intégrale et populaire et un engagement pour appliquer la déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales et la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. En résumé, nous avons besoin de davantage de contrôle démocratique sur les systèmes alimentaires à tous les niveaux.

1 -Rapport complet sur https://www.csm4cfs.org/fr/titre-du-rapport/

l'écho des campagnes 1

De la crise à l'agroécologie - *Ferdinand Wafula, Bio Gardening Innovations (BIOGI), Kenya.*

Les bouleversements mondiaux poussent les petits exploitants de l'Ouest du Kenya à s'adapter. Comme des milliers d'autres familles à Khwisero, dans le comté de Kakamega, George et Violet changent leurs méthodes agricoles.George était venu de Nairobi avec sa famille il y a deux ans. Il était peintre et vendait les produits d'une entreprise. En raison du Covid-19 et de la fermeture de nombreuses entreprises, il a perdu son emploi. Une aubaine pour Violet, sa femme, qui voyait en lui de la main-d'œuvre supplémentaire pour cultiver les champs. Travailler la terre avec sa femme amenait son lot de joies et de difficultés. Le manque de précipitations, des plantations tardives, et la hausse forte des prix des marchandises de base, notamment les intrants agricoles, n'ont pas épargné George. Le maïs n'était plus une denrée de base. Les récoltes n'étaient plus bonnes. Une famille jeune avec des enfants en bas âge ne pouvait pas vivre avec trois sacs au lieu de six.

Violet a rapidement eu connaissance d'une formation en agriculture respectueuse de la nature, par le biais d'autres exploitants. En 2021, BIOGI l'a formée pour être elle-même formatrice. L'ONG BIOGI, sise à Vihiga, travaille dans le sous-comté de Khwisero à Kakamega.La diversité des cultures, l'intégration du bétail et la fertilité des sols grâce à des intrants biologiques se sont fait une place sur ses terres fertiles et l'espoir a germé à nouveau. Des cultures locales poussent dans son exploitation, comme des patates douces, du manioc, des légumes verts locaux, des cacahuètes ou encore des bananes. « Je ne suis plus inquiète à cause des intrants », se réjouit-elle. « Je fabrique des biostimulants et utilise des patates douces et des cacahuètes pour compléter voire remplacer le maïs. » La famille a très vite adopté les formations de BIOGO et AFSA. La famille remercie les soutiens de l'initiative et espère en apprendre davantage grâce à des interactions et des formations à l'avenir.

l'écho des campagnes 2

L'agroécologie cubaine et la résilience face aux ouragans

Le Mouvement Agroécologique Paysan A Paysan (MACAC dans ses sigles espagnols) est un mouvement de la base appartenant à l'Association Nationale cubaine de Petits Agriculteurs (ANAP en espagnol), elle-même membre du mouvement international paysan La Vía Campesina. En son sein, les campesinos (agriculteurs paysans) membres de l'ANAP transforment depuis 1997 leurs systèmes de production en appliquant les principes de l'agroécologie.

La résilience révolutionnaire

« Dans une ferme agroécologique, si une chose échoue, une autre réussira. Nous avons toujours quelque chose à manger. Peu importe ce qu'il se passe. » — Nini, fermier agroécologique et membre de l'ANAP.

En raison de la géographie de l'île, Cuba est vulnérable aux déclins de la production agricole en raison de catastrophes naturelles permanentes. La forte résilience biologique et humaine des systèmes agroécologiques face aux conséquences du changement climatique est sans aucun doute un facteur clé de la réussite du MACAC.

Depuis des années, les agriculteurs cubains ont constaté les avantages de l'agroécologie en cas d'ouragan : les fermes à plus forte intégration d'agroécologie ont moins été affectées lors de ces événements. Cela s'explique en partie par le fait que les systèmes agroécologiques sont moins exposés à l'érosion et aux glissements de terrain car ils appliquent davantage de méthodes de conservation des sols (culture en courbes de niveau, contrôle des ravins, cultures de couverture etc). Moins de cultures sont détruites lorsque plusieurs strates de végétation existent. Outre le fait que les cultures ne sont pas totalement détruites dans les fermes agroécologiques en cas d'ouragan (contrairement aux monocultures conventionnelles), les exploitations à plus forte intégration d'agroécologie se remettent bien plus rapidement.

La hausse des prix de l'alimentation sur le marché international ainsi que ceux des intrants nécessaires à l'agriculture conventionnelle nous pousse à chercher un modèle alternatif qui crée moins de dépendance. L'agroécologie et le MACAC ouvrent la voie vers la souveraineté alimentaire à Cuba : ils garantissent une meilleure résilience face aux aléas climatiques, la restauration des sols abîmés par l'utilisation intensive d'agrochimiques, des aliments sains, tout en représentant un modèle, une source d'idées et d'inspiration pour les autres pays.

Plus d'informations en anglais, https://www.fao.org/family-farming/detail/es/c/429742/

encadré 2 Notre avenir est public !

Entre le 29 novembre et le 2 décembre, plus d'un millier de représentants venus de plus de cent pays, issus de mouvements de la base, des militants, des défenseurs des droits humains, d'organisations pour le développement, des mouvements féministes, des syndicats et autres organisations de la société civile se sont retrouvés en décembre 2022 à Santiago (Chili) et en ligne pour discuter su rôle majeur des services publics dans notre avenir[1]. Des centaines d'organisations dans les domaines de la justice socio-économique et les services publics, de l'éducation et la santé, les soins, l'énergie, l'alimentation, le logement, l'eau, le transport et la protection sociale se sont réunis pour lutter contre les effets néfastes de la commercialisation des services publics, reprendre le contrôle public démocratique et réimaginer une économie véritablement égalitaire et axée sur les droits humains, qui bénéficie aux personnes et à la planète.

Pour la première fois depuis le début du processus il y a 5 ans, l'alimentation s'est invitée dans cette conversation. Puisque l'alimentation ne constitue pas un service public, lors de ce dialogue transsectoriel, nous avons abordé les liens entre les services publics et les politiques publiques nécessaires pour garantir le droit à l'alimentation. De plus, notre dialogue s'est intéressé à ce que nous entendions par le retour au public et comment démocratiser notre économie grâce au renforcement de la transition agroécologique.

Nos conclusions ont rappelé que la nourriture est si essentielle à notre survie et notre bien-être qu'elle doit être au cœur des politiques et services publics. La nourriture est intrinsèquement liée à la santé, aux soins, l'éducation, le travail, le transport, l'eau, le climat, les agences politiques et la démocratie participative. Elle doit être prioritaire comme droit humain dans le cadre d'une compréhension totale, complexe et interdépendante des droits humains. Doivent y figurer les droits des petits producteurs alimentaires, des travailleurs et des femmes, en incluant les droits collectifs et le droit à la souveraineté alimentaire. Les systèmes alimentaires sont le vecteur de la reproduction perpétuelle des cycles vivants, rendant la santé humaine indissociable de bases écologiques saines pour la Terre Nourricière.

De nombreuses voix se sont élevées pour une union entre secteurs, régions et mouvements afin de définir des stratégies communes et de nouvelles alliances pour parvenir à la souveraineté alimentaire, passer à l'agroécologie dans le monde entier et garantir le respect des droits de tous les acteurs des systèmes alimentaires. Concrètement, nous avons discuté du rôle de la réforme agraire dans les transitions agroécologiques, l'importance de la dimension des soins dans les systèmes alimentaires, le rôle de l'alimentation dans les commandes publiques pour les institutions publiques (écoles, hôpitaux, prisons etc) et le besoin de renforcer et mieux coordonner les campagnes existantes contre les agrotoxiques.

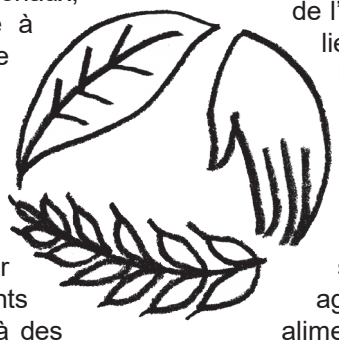
1 - À lire la déclaration, https://peopleoverprof.it/resources/news/santiago-declaration?lang=fr&id=13578

l'écho des campagnes

3 L'initiative des colis alimentaires : reconstruire des systèmes alimentaires menés par des femmes à Gaza

La plateforme urbaine et périurbaine de Gaza (GUPAP en anglais) et la plateforme urbaine des femmes entreprenant dans l'agriculture (UWAF en anglais), Palestine.

Dans la bande de Gaza, la GUPAP a soutenu la formation de la plateforme urbaine des femmes entreprenant dans l'agriculture (UWAF) en 2019 pour fédérer et donner du pouvoir aux productrices et travailleuses agricoles, et créer un système alimentaire indépendant et résilient pour tous les Palestiniens. Dans le contexte de crise prolongée à Gaza, l'insécurité alimentaire et le manque d'accès à des terres, semences et espèces de qualité, à l'eau et à la mer ont provoqué un déclin de l'autosuffisance, et renforcent l'exposition des communautés locales à la faim. Les stratégies entre GUPAP et UWAF tentent de réduire la dépendance aux marchés internationaux, promouvoir et utiliser ce qui est disponible à proximité, diminuer l'empreinte écologique de la production et distribution alimentaire et reconstruire des exploitations tenues par des femmes.



Parmi les initiatives notables, une collecte de fonds participative pour acheter des aliments locaux à 52 agricultrices ayant perdu leur source de revenus dans les bombardements de mai 2021, et la distribution de nourriture à des femmes dans des situations de vulnérabilité sociale et médicale, grâce aux colis alimentaires contenant des céréales, des produits frais, des conserves et des aliments thérapeutiques. L'initiative était soutenue par des ONG locales et le Ministère de l'Agriculture pour identifier les bénéficiaires, contrôler la qualité des denrées alimentaires et distribuer les colis.

L'initiative des colis alimentaires était une approche reposant sur la communauté, contrôlée et menée par des femmes. Elle a aidé 52 agricultrices en vendant leurs produits à des prix justes, et 473 femmes et leurs familles en situation de grande vulnérabilité. C'est bien la preuve que la solidarité entre productrices à petite échelle, entrepreneurs, pouvoirs locaux et population peut être mise à contribution pour élaborer des solutions locales dans le contexte de crise prolongée qui touche Gaza.

Ce témoignage est issu du rapport suivant : *Campagne marketing solidaire pour renforcer la résilience des membres de la UWAD dans la bande de Gaza*, en anglais, https://nyeleni.org/DOWNLOADS/newsletters/Women%20Restoring%20their%20Farms.pdf

4 Comment les petits producteurs au Sri Lanka font-ils face à la crise alimentaire ?

S.M.N. Maheshika Premachandra, Mouvement pour une réforme foncière et agricole (MONLAR en anglais), Sri Lanka.

Alors que le Sri Lanka fait face à la pire crise économique depuis des années, près de 30 % de ses habitants sont en proie à l'insécurité alimentaire, et un habitant sur quatre doit régulièrement se passer d'un repas. Si l'accès aux aliments et donc à un régime alimentaire nutritif est compliqué pour le reste du pays, les petits producteurs ruraux ont réussi à subvenir aux besoins alimentaires de leurs foyers grâce à leurs pratiques agricoles.

Au Sri Lanka, environ 1,65 million de petits producteurs fournissent 80 % de la production alimentaire totale. Selon les estimations, 40 % des foyers du pays vivent de l'agriculture, 94 % participent à des activités liées aux cultures et 12 % à l'élevage de bétail. Dans les campagnes du pays, les fermiers ont pu nourrir leurs familles, et leurs voisins ont pu partager ou acheter leurs produits frais. Leurs méthodes agricoles n'ont pas été affectées par les pénuries d'engrais ou pesticides chimiques. Au contraire, ils ont su expérimenter et étendre des pratiques agricoles naturelles car la demande en aliments sur les marchés locaux a augmenté et ils avaient une meilleure expérience de l'agriculture sans produits chimiques. Néanmoins, les foyers ruraux et urbains piochent dans leurs économies ou s'endettent pour acheter des produits non-périssables de première nécessité en raison de la hausse des prix sur les marchés.

Pourtant dans le secteur des « grandes exploitations agricoles » comme les plantations de thé ou autres « domaines », plus de la moitié des foyers subissent l'insécurité alimentaire, et ce depuis des années. Ces foyers s'en sortent moins bien que les populations urbaines ou d'autres communautés rurales. La plupart des communautés de l'intérieur du pays ne possèdent pas de terres à cultiver : ils n'auraient même pas assez de place pour faire pousser un petit arbre à piment. Beaucoup de jeunes femmes dans ces foyers situés sur des domaines sont contraintes de chercher des emplois comme femmes de ménage au Moyen-Orient. D'ailleurs au premier trimestre de cette année, une part importante de la migration pour raison professionnelle venait de communautés vivant sur ces domaines.

Ce bulletin d'information est soutenu par AEF, Brot für die Welt, ETC Group, FIAN, FoEI, Focus on the Global South, GRAIN, Grassroots International, Oxfam Deutschland, Oxfam Solidarity, Thousand Currents, TNI, Via Campesina, VSF-Justicia Alimentaria Global, WhyHunger.